

Coup d'État militaire à Madagascar et fuite du président



En octobre 2025, Madagascar connaît un coup d'État militaire après des manifestations contre la pauvreté et la corruption. Le colonel Michael Randrianirina prend le pouvoir, soutenu par l'armée et la population. Le président Rajoelina fuit le pays. Un Conseil militaire provisoire est instauré, suspendant les institutions. Les nouveaux dirigeants promettent une transition courte vers la stabilité, malgré les tensions sociales persistantes.

1. Introduction générale

Madagascar est un État insulaire situé dans l'océan Indien, au large de la côte sud-est de l'Afrique. Quatrième plus grande île du monde, elle occupe une position géostratégique importante en raison de sa proximité avec le canal du Mozambique, voie maritime majeure, et de la richesse de ses ressources naturelles ainsi que de sa biodiversité exceptionnelle due à son isolement géographique. Malgré ce potentiel considérable, Madagascar demeure l'un des pays les plus pauvres du monde : plus de 75 % de sa population vit sous le seuil de pauvreté. Le pays a connu, depuis son indépendance vis-à-vis de la France en 1960, une instabilité politique chronique marquée par des crises récurrentes et des transitions inachevées.

Ces dernières semaines, Madagascar a été secouée par une grave crise politique qui a culminé par un coup d'État militaire, conduit par les officiers de l'unité d'élite de l'armée, connue sous le nom de CAPSAT (Compagnie d'Appui et de Sécurité de l'Armée de Terre). Ce putsch a entraîné la fuite à l'étranger du

président élu Andry Rajoelina.

Cette crise a suscité une forte attention régionale et internationale, s'inscrivant dans une série de mouvements militaires récents sur le continent africain, soulevant ainsi de nouvelles interrogations sur la trajectoire de la stabilité dans la région.

2. Contexte historique de la situation politique à Madagascar

Madagascar est une république semi-présidentielle, dotée d'un chef de l'État puissant et d'un Parlement élu. Cependant, la vie politique y a toujours été dominée par l'instabilité, marquée par de multiples coups d'État et interventions militaires depuis l'indépendance en 1960.

En 1972, un coup d'État militaire mit fin au régime du premier président Philibert Tsiranana, ouvrant la voie à une période de pouvoir militaire, suivie d'un régime socialiste sous la présidence de Didier Ratsiraka à la fin des années 1970.

Les années 1991 et 2001 furent également marquées par de profondes crises politiques : la première déboucha sur une transition démocratique, tandis que la seconde, liée à une élection contestée, plongea le pays dans un chaos institutionnel.

L'un des épisodes les plus marquants reste le coup d'État de 2009, qui renversa le président Marc Ravalomanana. L'unité d'élite CAPSAT y joua un rôle déterminant en rejoignant les manifestations de l'opposition et en apportant son soutien au jeune maire de la capitale, Andry Rajoelina, qui prit alors le pouvoir à la tête d'un régime de transition appuyé par l'armée. Ravalomanana s'exila, tandis que la communauté internationale condamna fermement ce renversement, entraînant la suspension de Madagascar de l'Union africaine et d'autres organisations régionales jusqu'aux élections de 2013, qui rétablirent l'ordre constitutionnel.

Andry Rajoelina dirigea le gouvernement de transition de 2009 à 2014 avant d'organiser des élections et de quitter le pouvoir. Il revint sur la scène politique après sa victoire à la présidentielle de 2018/2019, puis obtint un second mandat lors du scrutin de 2023, entaché d'allégations de fraude et d'un boycott de l'opposition. Son mandat fut marqué par des accusations persistantes de corruption et de dégradation des conditions économiques malgré ses promesses de réforme.

Les gouvernements successifs n'ont pas réussi à consolider des institutions solides et indépendantes. Le Parlement est resté divisé, la justice faible, et la société civile marginalisée. Dans ce contexte, l'armée, et plus particulièrement l'unité CAPSAT, a conservé une autonomie relative vis-à-vis du pouvoir exécutif, devenant un acteur politique majeur. Bien que la Constitution stipule la subordination de l'armée au pouvoir civil, cette dernière est souvent intervenue comme arbitre des crises. Les officiers se présentent régulièrement comme les garants de la stabilité nationale.

Historiquement, l'unité CAPSAT, chargée du soutien logistique et technique, a été impliquée dans plusieurs épisodes déterminants de la vie politique, notamment le putsch de 2009. Ce passé de crises et d'interventions militaires constitue le cadre de compréhension de la nouvelle crise de 2025.

3. Les causes immédiates de la crise actuelle

La crise actuelle trouve son origine dans une dégradation rapide des conditions de vie en 2025.

Tout a commencé le 25 septembre 2025, lorsque des manifestations populaires éclatèrent dans la capitale Antananarivo et d'autres grandes villes pour dénoncer les coupures d'électricité et d'eau prolongées. Dans plusieurs quartiers, l'électricité était absente plus de huit heures par jour, et l'eau coupée pendant cinq jours consécutifs. Plus des deux tiers de la population n'avaient déjà qu'un accès limité à l'énergie.

Cette situation, combinée à la hausse des prix et à la corruption endémique dans les entreprises publiques, notamment la société nationale Jirama, a provoqué une colère généralisée.



Selon la Banque mondiale, près de 75 % des 32 millions d’habitants vivent sous le seuil de pauvreté, et le taux de chômage des jeunes dépasserait 35 %. Cette précarité croissante a nourri le désespoir d’une jeunesse mieux connectée et plus consciente politiquement.

Rapidement, les protestations sociales se sont transformées en mouvement de contestation politique, mené par une génération émergente surnommée « Génération Z Madagascar », qui utilise les réseaux sociaux pour s’organiser.

Les manifestants ont exigé la démission du président Rajoelina, la réforme du système politique et la lutte contre la corruption. Ils dénonçaient également la double nationalité du président (malgache et française), qu’ils percevaient comme un symbole d’aliénation nationale.

Les slogans assimilant Rajoelina à un « agent de la France » se sont multipliés, renforçant le caractère souverainiste du mouvement.

Les syndicats et la société civile ont rejoint la contestation, lui donnant une ampleur nationale. La réaction initiale du gouvernement a été répressive : usage de balles en caoutchouc, gaz lacrymogènes, grenades assourdissantes et couvre-feu nocturne.

Le bilan fut lourd : 22 morts et plus de 100 blessés selon l’ONU, qui dénonça une répression excessive. Ce chiffre, bien que contesté par le gouvernement, a attisé la colère populaire.

Le 6 octobre 2025, Rajoelina tenta de calmer la situation en limogeant son Premier ministre Christian Ntsay et en nommant à sa place un général, Rubén Fortunat Zafisambo, espérant désamorcer la crise. Il proposa aussi un dialogue avec les jeunes protestataires. Mais ces gestes furent perçus comme de simples manœuvres politiques.

Le mouvement Génération Z Madagascar rejeta toute négociation avant la satisfaction de ses trois revendications principales :

- La démission immédiate du président et de son gouvernement ;
- La dissolution du Sénat, de la Commission électorale et de la Cour constitutionnelle ;
- La poursuite judiciaire des proches du président accusés de corruption.

Ainsi, l'impasse politique, aggravée par la misère économique et la défiance envers les institutions, a ouvert la voie à l'intervention de l'armée, précipitant le coup d'État.



4. Détails du coup d'État militaire

La crise a franchi un tournant décisif à la fin de la deuxième semaine d'octobre 2025, lorsqu'une véritable mutinerie interne à l'armée a éclaté.

Le samedi 11 octobre marqua le point de bascule : des officiers et soldats de l'unité d'élite CAPSAT (Compagnie d'Appui et de Sécurité de l'Armée de Terre) quittèrent leur caserne de Soanierana, en périphérie de la capitale, pour rejoindre publiquement les manifestants rassemblés sur la Place du 13 Mai, principal foyer de la contestation.

Le commandant de l'unité, le colonel Michael Randrianierina, prit la parole au milieu de la foule, exigeant la démission immédiate du président Andry Rajoelina. Il déclara que ses hommes refuseraient désormais d'exécuter tout ordre de tirer sur des civils.

Des affrontements éclatèrent aussitôt entre les troupes rebelles de la CAPSAT et les forces de la gendarmerie restées fidèles au président, qui tentaient de disperser les manifestants. Les échanges de tirs firent un mort au sein de la CAPSAT, selon les déclarations du colonel Randrianierina.

Mais la contagion du soulèvement s'étendit rapidement : d'autres unités de l'armée et de la police annoncèrent à leur tour leur ralliement aux revendications du peuple. Le dimanche 12 octobre, la direction

nationale de la gendarmerie publia un communiqué reconnaissant ses “erreurs et abus” dans la gestion antérieure des manifestations, et proclama sa décision de “se ranger du côté du peuple”.

Le même jour, des officiers pro-CAPSAT installèrent un nouveau chef d'état-major, le général Démosthène Békoulas, lors d'une cérémonie officielle au quartier général de l'armée, en présence du ministre de la Défense qui bénit cette nomination. Cet événement scella la désintégration du commandement militaire loyaliste et l'émergence d'un nouveau centre de pouvoir, incarné par la CAPSAT.

Pendant ce temps, le président Andry Rajoelina observait, impuissant, l'effritement de son autorité. Le dimanche matin 12 octobre, la présidence publia un communiqué dénonçant “une tentative de prise de pouvoir par la force”.

Dans un message diffusé sur Facebook, Rajoelina annonça qu'il s'était réfugié dans un lieu sûr après avoir reçu des informations sur un complot d'assassinat au palais présidentiel.

Apparaissant dans une vidéo en direct le lundi soir 13 octobre, depuis un lieu tenu secret, il affirma avoir échappé à cette tentative et appela au “respect de la Constitution” et à un “dialogue pour résoudre la crise”.

Il refusa catégoriquement toute démission, réitérant qu'il restait “le président légitime” et que “l'État tenait bon” — signe d'un déni persistant de la réalité de sa perte de contrôle.

Confronté à l'effondrement de son pouvoir, Rajoelina tenta une manœuvre constitutionnelle de la dernière chance.

Le mardi 14 octobre, jour prévu pour le vote du Parlement sur sa destitution, il publia un décret surprise dissolvant l'Assemblée nationale et convoquant des élections législatives anticipées dans un délai de 60 jours.

Il justifia cette décision sur les réseaux sociaux en affirmant qu'elle reposait sur la Constitution et visait à “rétablir l'ordre” et “rendre la parole au peuple”.

Mais cette initiative arriva trop tard. Les forces d'opposition au Parlement la rejetèrent, arguant qu'un président en fuite et hors du territoire ne pouvait légalement exercer un tel pouvoir.

Les députés tinrent malgré tout une session d'urgence l'après-midi du 14 octobre : 130 des 131 députés votèrent la destitution du président pour “manquement grave à ses obligations constitutionnelles”.

Même plusieurs membres du parti présidentiel soutinrent la motion, estimant que sa fuite à l'étranger constituait une trahison institutionnelle.

Ainsi, Madagascar se retrouva plongée dans un vide constitutionnel inédit : un président en exil revendiquant toujours la légitimité, un Parlement ayant acté sa destitution, et une Cour constitutionnelle paralysée.

Profitant de ce chaos institutionnel, la hiérarchie militaire prit les devants.

Le mardi 14 octobre après-midi, à peine quelques minutes après le vote parlementaire, le colonel Randrianierina apparut à la radio nationale pour annoncer que les forces armées prenaient le contrôle du pays.

Dans une déclaration solennelle, il affirma que l'armée “répondait à l'appel du peuple” et qu'il ne s'agissait pas d'un coup d'État, mais d'un « redressement nécessaire ».

Le communiqué militaire annonçait la suspension de la plupart des institutions, à l'exception de l'Assemblée nationale.

Le Sénat, la Cour constitutionnelle, la Commission électorale, la Cour suprême et les organismes de contrôle furent dissous — conformément aux revendications formulées par les manifestants.

Randrianierina annonça la création d'un Conseil militaire provisoire, composé d'officiers de l'armée, de la gendarmerie et de la police, chargé d'assurer la transition, avant la nomination d'un Premier ministre civil.

Devant la foule réunie sur la Place du 13 Mai, Randrianierina lança : « Êtes-vous prêts à accepter que l'armée prenne ses responsabilités ? » La réponse fut une ovation massive, marquant la fin symbolique du régime de Rajoelina.

Selon plusieurs sources diplomatiques et militaires, Rajoelina avait déjà quitté le territoire malgache la veille.

Dans la nuit du 12 octobre, il aurait embarqué à bord d'un avion militaire français depuis l'île de Sainte-Marie, à l'est de Madagascar, à destination d'un lieu tenu secret, probablement en France.

Paris n'a ni confirmé ni démenti cette évacuation.

Dès lors, l'ancien président ne réapparut qu'à travers des messages vidéo depuis son exil, tandis que la capitale Antananarivo célébrait dans la liesse la "chute du régime".

Portrait du colonel Michael Randrianierina

Figure centrale du coup d'État d'octobre 2025, le colonel Michael Randrianierina est devenu en quelques jours l'un des personnages les plus influents du pays.

Né à Antananarivo en 1977, diplômé de l'Académie militaire nationale en 1999, il a suivi plusieurs formations en commandement tactique et en coordination opérationnelle en France entre 2005 et 2007 dans le cadre du programme de coopération militaire franco-malgache.

Il a débuté comme officier des transmissions avant de rejoindre la logistique opérationnelle. En 2012, il devint adjoint au commandant de la CAPSAT, puis en prit la direction en 2020. Il occupa également plusieurs fonctions clés : chef du département de coordination opérationnelle au ministère de la Défense (2015–2017), conseiller en sécurité auprès de la présidence (2019), et chef de l'unité de soutien technique des forces armées (2018–2020).

Sous sa direction, la CAPSAT a réaffirmé son autonomie et refusé de se soumettre à l'exécutif, revendiquant un rôle de gardienne de l'intérêt national.

Les partis d'opposition l'ont salué comme un "sauveur du pays face à la corruption", tandis que le parti présidentiel TGV l'a qualifié de "chef illégitime".

Douze syndicats ont réclamé une supervision civile de la transition sans pour autant s'opposer frontalement à sa personne.

Des ONG comme le Forum de la Jeunesse Malgache ou la Ligue des Droits de l'Homme ont jugé ses décisions "courageuses mais risquées", exigeant l'inclusion des civils dans la rédaction d'une nouvelle Constitution et la garantie contre la militarisation du pouvoir.

La France a suspendu sa coopération militaire et refusé de reconnaître le nouveau régime, tandis que l'Union africaine a suspendu temporairement Madagascar de ses instances.

L'ONU a appelé au calme sans condamner directement Randrianierina, et les pays voisins comme le Mozambique et la Tanzanie ont plaidé pour un dialogue national.



Le général Démosthène Békoulas, nouveau chef d'état-major

Nommé quelques heures après le putsch, il a pris ses fonctions en présence de la plupart des hauts gradés, symbole du ralliement rapide de l'appareil militaire.

Officier réputé pour sa rigueur, il a dirigé la 3^e brigade interarmes d'Amboasary Sud, puis le centre des opérations anti-Kéré (crises alimentaires du Sud), avant de prendre la tête de l'Académie militaire d'Antsirabe (2021–2023).

Dans sa première déclaration, il a appelé les soldats à “assumer leurs responsabilités nationales” et promis que la mission principale du commandement serait “de préserver la stabilité et l'unité de l'armée”.



Le général Nounous Mbina Mamilson, nouveau commandant de la gendarmerie

Issu des rangs de la gendarmerie judiciaire, le général Nounous Mbina Mamilson a été nommé le 13 octobre pour remplacer le général Jean Herbert Rakotomalala.

Cette nomination, effectuée au camp de Fort-Duchesse, visait à apaiser les tensions après les affrontements des 11 et 12 octobre entre la CAPSAT et la gendarmerie, qui avaient fait un mort et trois blessés civils.

Mamilson, connu pour sa lutte contre la corruption interne, a promis de restaurer la confiance entre l'armée, la gendarmerie et la population, tout en reconnaissant “la difficulté de la tâche après les violences passées”.

5. Réactions internes

La scène politique malgache, après l'annonce de la prise de pouvoir par l'armée, a été marquée par un mélange de soulagement populaire prudent et d'attente vigilante des forces politiques.

Au sein des partis, les opposants du président Andry Rajoelina, tant au Parlement qu'en dehors, ont globalement salué le changement. Les députés de l'opposition — notamment ceux du TIM (Tiako i Madagasikara), parti de l'ancien président Marc Ravalomanana — furent à l'origine de la motion de destitution pour “abandon de fonctions”.

Selon eux, le vote du Parlement suivi de l'intervention de l'armée pour éviter un “vide du pouvoir” constituait une mesure de sauvegarde nationale. Même certains blocs auparavant loyaux à Rajoelina ont approuvé la destitution, estimant avoir été trahis par sa fuite soudaine sans plan de continuité.

Dans leurs déclarations publiques, les partis d'opposition ont exhorté les militaires à respecter leurs engagements : transférer rapidement le pouvoir à un gouvernement civil de transition et organiser de nouvelles élections dans les délais annoncés.

Les partis du centre, tels qu'AREMA, ont appelé à un “dialogue national inclusif”, avertissant contre toute militarisation de la vie politique.

À l'inverse, les formations pro-Rajoelina — notamment le parti TGV — ont dénoncé un “coup d'État flagrant” et exigé le retour du président ainsi que la tenue d'élections anticipées.

Dans l'ensemble, la classe politique s'est adaptée à un fait accompli : elle a cherché à négocier avec la nouvelle direction militaire afin d'assurer sa place dans la phase de transition.

Des sources locales ont rapporté l'ouverture de pourparlers entre des figures de l'opposition, des notables influents et des officiers de l'armée pour former un gouvernement civil consensuel capable de répondre aux aspirations de la jeunesse.

Les syndicats et la société civile, moteurs du mouvement de contestation, ont accueilli favorablement la chute du régime Rajoelina, tout en exprimant une vigilance critique vis-à-vis du pouvoir militaire.

Les organisations de défense des droits de l'homme ont appelé l'armée à respecter les libertés publiques et à éviter toute dérive autoritaire. Elles ont exigé des enquêtes indépendantes sur les morts et les blessés des manifestations réprimées.

Les syndicats ouvriers et étudiants ont insisté sur la nécessité de réformes structurelles dans les secteurs des services publics et de la lutte contre la corruption, au-delà d'un simple changement de figures au sommet.



Le Syndicat des journalistes a, pour sa part, suspendu sa coopération avec les institutions publiques jusqu'à la garantie de la liberté de la presse et la levée de toute censure.

Du côté du mouvement "Génération Z Madagascar", ses leaders ont affirmé vouloir maintenir la pression populaire après la fuite du président, pour s'assurer que les militaires ne confisquent pas la "révolution citoyenne".

Dans leurs communiqués, ils ont qualifié le jour du coup d'État de "grande victoire du peuple", tout en rappelant qu'il ne s'agissait que du début d'un long processus de réforme.

Dans les rues d'Antananarivo et d'autres grandes villes, l'ambiance était festive après l'annonce du départ de Rajoelina. Des milliers de citoyens ont brandi le drapeau malgache et scandé des slogans anti-français. Devant l'hôtel de ville et sur la Place du 13 Mai, où les manifestants campaient depuis des jours, les foules ont acclamé les soldats de la CAPSAT considérés comme des héros. Certains leur ont offert nourriture et boissons en signe de gratitude.

Une lycéenne confiait : "Nous sommes si heureux du départ d'Andry Rajoelina... c'est un nouveau départ pour nous !"

Cependant, des voix prudentes ont appelé à la méfiance : “Nous sommes heureux aujourd’hui, mais l’armée doit vite rendre le pouvoir aux civils”, déclarait un manifestant.

Ce scepticisme s’explique par l’histoire du pays, où les transitions militaires ont souvent conduit à des retards démocratiques ou à des luttes internes pour le pouvoir.

Globalement, l’opinion publique s’est montrée favorable au changement, hostile au régime précédent et confiante envers le rôle du mouvement jeune.

Aucune manifestation notable n’a eu lieu en faveur de Rajoelina, preuve de son isolement politique croissant.

Toutefois, la légitimité du nouveau pouvoir dépendra de sa capacité à instaurer des réformes concrètes et à gagner la confiance populaire durant la transition.

6. Réactions régionales et internationales

Le coup d’État à Madagascar a suscité une forte réaction régionale et mondiale, s’inscrivant dans la série récente de retours militaires au pouvoir en Afrique.

L’Union africaine (UA), fidèle à sa doctrine contre les changements anticonstitutionnels, a appelé toutes les parties — civiles et militaires — à la retenue et au calme.

Dans un communiqué, la Commission de l’UA s’est dite “profondément préoccupée” et a rappelé le principe fondamental du rejet de la prise du pouvoir par la force.

Le Conseil de paix et de sécurité de l’Union devait se réunir en session extraordinaire pour examiner la situation, avec la possibilité de suspension de Madagascar de ses instances, comme ce fut le cas pour le Mali et la Guinée.

La SADC (Communauté de développement de l’Afrique australe), que Madagascar présidait récemment, a exprimé sa “grande inquiétude” et appelé au retour rapide à l’ordre constitutionnel.

L’éviction de Rajoelina a d’ailleurs créé un vide à la tête de plusieurs forums régionaux qu’il présidait, suscitant des préoccupations institutionnelles chez ses voisins.

Sur le plan international, les regards se sont tournés vers la France, ancienne puissance coloniale et partenaire clé.

Paris a adopté un ton mesuré : le président Emmanuel Macron s’est abstenu de confirmer ou d’infirmier toute implication française dans l’exfiltration de Rajoelina, se limitant à exprimer sa “profonde inquiétude” et sa “solidarité avec le peuple malgache”.

Cependant, plusieurs observateurs ont vu dans le vol d’un avion militaire français transportant le président déchu un signe de coopération discrète pour éviter un bain de sang.

Le ministère français des Affaires étrangères a insisté sur la nécessité d’une solution pacifique et constitutionnelle, appelant au respect des droits de l’homme et à un retour rapide à la démocratie.

L’Union européenne a tenu le même discours, exhortant à des élections libres dans les plus brefs délais.

Selon certaines sources, Paris aurait demandé aux militaires de garantir la sécurité de Rajoelina et de ses proches en échange d’une sortie pacifique.

L’ONU, par la voix de son secrétaire général Antonio Guterres, a appelé au dialogue national et à la modération des forces de sécurité.

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l’homme a réitéré sa condamnation de l’usage disproportionné de la force contre les manifestants et exigé une enquête indépendante sur les morts civils.

Parmi les voisins de Madagascar, les réactions ont été contrastées.

L’île Maurice a protesté contre l’atterrissage sur son sol d’un avion privé transportant l’ancien Premier

ministre Christian Ntsay et l'homme d'affaires Mamy Ravatomanana, affirmant “ne pas vouloir être mêlée à la crise”.

Les Comores ont appelé au respect de la volonté populaire et à la préservation de la stabilité régionale. L'Afrique du Sud, présidente en exercice de l'Union africaine, a souligné la nécessité d'un calendrier clair pour la transition démocratique.

Les États-Unis, via leur ambassade à Antananarivo, ont exhorté leurs ressortissants à rester confinés, qualifiant la situation de “hautement volatile”.

Le département d'État a affirmé soutenir “les aspirations du peuple malgache à la démocratie” et évaluera le nouveau pouvoir “sur ses actes et son engagement envers les principes démocratiques”.

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a suspendu la participation de Madagascar à son prochain sommet, invoquant la violation des principes démocratiques.

De leur côté, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont annoncé un gel temporaire de l'aide financière, en attendant la formation d'un gouvernement civil légitime.

Dans l'ensemble, la communauté internationale a adopté une attitude de prudence : aucune puissance n'a encore reconnu officiellement le conseil militaire, ni imposé de sanctions immédiates.

Les appels à la retenue et à la restauration du pouvoir civil dominant, dans l'espoir d'un règlement interne pacifique.

Cependant, si la transition militaire devait s'éterniser sans feuille de route claire, Madagascar risquerait une nouvelle période d'isolement international, semblable à celle qui suivit le coup d'État de 2009.



7- Période de transition annoncée

Le colonel Michael Randrianierina, chef de la CAPSAT et meneur de la rébellion militaire, a présenté un plan de transition pour la gestion du pays après la prise de pouvoir par l'armée. Dans son allocution radiophonique du 14 octobre 2025, il a affirmé que l'armée ne vise pas un pouvoir durable, mais entend mener une « période de renouveau » n'excédant deux ans pour reconstruire l'État. Un Conseil militaire

rassemblant de hauts officiers des Forces de défense et de sécurité (armée, gendarmerie, police) assurera un gouvernement collégial et provisoire. Le colonel a précisé que ce Conseil nommera également un Premier ministre civil chargé de former un gouvernement de transition composé de technocrates ou de personnalités de consensus. L'objectif affiché est de combiner stabilité sécuritaire et compétences civiles afin de répondre aux besoins urgents de la population durant la transition.

Le dispositif prévoit la suspension de plusieurs institutions constitutionnelles : Sénat, Cour constitutionnelle, Commission électorale indépendante, Haute Cour de justice, et Conseil supérieur des droits de l'homme et de l'État de droit. Le Conseil militaire justifie cette mesure par la perte de neutralité ou d'efficacité de ces organes pendant la crise, la suspension étant temporaire en vue de leur réorganisation ou de réformes législatives à venir. À l'inverse, le Parlement (Assemblée nationale) est maintenu sous supervision du Conseil, signe d'un respect partiel du cadre constitutionnel et d'un outil pour faire voter les textes nécessaires à la transition. Le colonel a ajouté que des conseillers civils pourraient être associés aux travaux du Conseil « à moyen terme », signalant une ouverture graduelle au-delà de la sphère militaire.

La feuille de route comporte l'engagement d'élaborer une nouvelle Constitution par référendum dans un délai de deux ans. « La période de renouveau inclura un référendum constitutionnel, suivi d'élections générales pour reconstruire progressivement les institutions », a-t-il indiqué. Cette démarche s'apparente à l'instauration d'une forme de "Cinquième République" malgache, traitant des failles de l'ancien système (double nationalité du chef de l'État, pouvoir de dissolution, rôle de l'armée, etc.). Des élections présidentielle et législatives libres devront se tenir au plus tard dans les 24 mois suivant l'adoption du nouveau texte. Le plan laisse aussi la porte ouverte à d'éventuels référendums sectoriels (réorganisation administrative, par exemple).

Dans les jours suivant le coup de force, des mesures ont signalé la volonté d'entrer en exécution : constitution d'un comité de pilotage (armée–gendarmerie–police) pour définir l'architecture administrative, sélection d'un Premier ministre civil capable d'emporter la confiance de la rue et de la jeunesse. Le 15 octobre, la presse locale évoquait la désignation imminente d'une personnalité technocrate (diplomate chevronné ou économiste reconnu), information non confirmée officiellement. Cette orientation répond aux exigences internes et externes d'une inclusion civile rapide afin de réduire les craintes d'une militarisation durable.

Parallèlement, le Conseil militaire a voulu rassurer la population : continuité des ministères de services sous autorité du futur gouvernement, appel aux fonctionnaires à reprendre normalement le travail, levée du couvre-feu nocturne imposé durant les manifestations pour signifier un retour progressif au calme. À l'international, le Conseil a demandé de comprendre l'intervention comme expression de la volonté populaire et mesure temporaire de stabilisation, réaffirmant le respect des engagements onusiens et internationaux de Madagascar, la protection des investissements et des accords en vigueur. Soucieux d'éviter des sanctions, les dirigeants ont adopté un ton conciliant : absence d'arrestations politiques massives et libérations ciblées de détenus d'opinion (y compris des grâces prononcées in extremis par Rajoelina) pour créer un climat d'apaisement.

En bref, la transition annoncée repose sur un pilotage mixte militaire–civil de deux ans maximum, avec nouvelle Constitution et retour aux urnes. Si la feuille de route répond sur le papier aux revendications du mouvement citoyen (réformes, refonte des institutions contestées), sa crédibilité dépendra de l'exécution sans retard ni revirements. Le colonel Randrianierina a pris l'engagement suivant : « Nous rendrons le pouvoir au peuple par les urnes une fois notre mission de réforme achevée ». Toutes les parties — internes et externes — en jugeront à l'épreuve des faits dans les prochains mois.



8- Analyse juridique et constitutionnelle

Le coup de force et les modalités de destitution du président soulèvent des questions complexes de légitimité constitutionnelle : dissolution de l'Assemblée nationale, vote de la destitution, suspension de la Cour constitutionnelle, intervention des forces armées dans l'architecture du pouvoir, et mise entre parenthèses d'institutions élues. Autant d'éléments qui annoncent, en cas de blocage de la transition, des contentieux juridiques multiples.

Au fond, l'ordre juridique a été débordé par une logique de fait accompli portée par la mobilisation populaire. La légitimité actuelle est provisoire et dépend intégralement de l'engagement des nouvelles autorités à reconstruire un cadre constitutionnel valide. Le test décisif sera la rapidité d'un retour au pouvoir civil élu, sous l'empire d'une Constitution et de lois acceptées par la majorité. Ce n'est qu'à cette condition que le processus pourra être régularisé a posteriori au nom de la souveraineté populaire. À l'inverse, tout retard ou entorse prolongée laissera la marque d'une illégitimité persistante et offrira un terrain constant à une contestation s'appuyant sur l'ancien ordre constitutionnel.

9- Scénarios d'avenir

Madagascar se trouve aujourd'hui à un tournant décisif, avec plusieurs trajectoires possibles à court et moyen terme :

Scénario 1 : réussite de la transition et retour à un pouvoir civil

Dans cette hypothèse optimiste, le Conseil militaire respecte son agenda de deux ans et forme un gouvernement de transition crédible, incluant des civils compétents et des jeunes, afin de répondre aux aspirations de la Génération Z.

Un processus constitutionnel inclusif est lancé avec la participation de représentants de la jeunesse, de l'opposition et d'experts, pour combler les failles de l'ancien système et instaurer une gouvernance plus transparente et participative.

Un référendum populaire approuve le texte, puis des élections libres présidentielles et législatives sont organisées vers 2026–2027, sous supervision internationale.

L'armée se retire progressivement, certains chefs étant honorés ou mis à la retraite pour prévenir tout conflit futur.

Ce scénario aboutirait à la restauration de la légitimité constitutionnelle, à une reconnaissance internationale rapide et à la levée des sanctions.

La jeunesse demeurerait un contre-pouvoir vigilant, tandis que les partis historiques (comme le TIM de Ravalomanana) pourraient renaître aux côtés de nouvelles figures issues du mouvement social.

Scénario 2 : enracinement d'un régime militaire prolongé

Ici, le Conseil militaire ralentit volontairement la mise en œuvre des réformes, invoquant la nécessité d'« approfondir les transformations » avant tout scrutin.

Certains officiers nourriraient des ambitions politiques, cherchant à conserver le pouvoir sous habillage civil.

Les élections pourraient être retardées ou faussées, et la population, notamment la jeunesse, se sentirait trahie.

De nouvelles manifestations, voire des émeutes, éclateraient ; la répression raviverait les tensions.

À l'extérieur, la communauté internationale réagirait par sanctions et isolement, tandis qu'en interne, des divisions au sein de l'armée entre partisans du retour à l'ordre civil et tenants du pouvoir pourraient dégénérer en affrontements.

Scénario 3 : transition négociée vers un compromis civil-militaire

Un accord politique pourrait émerger pour désigner une personnalité civile consensuelle, proposée conjointement par l'armée et l'opposition, pour diriger un gouvernement intérimaire d'une durée inférieure à deux ans.

Ce dirigeant – magistrat, technocrate ou opposant modéré – assurerait une présidence temporaire limitée, le temps d'organiser des élections.

Ce modèle, proche d'une transition négociée, garantirait aux militaires leurs intérêts et immunités, tout en rassurant les partenaires étrangers par l'existence d'une autorité civile.

Un tel compromis nécessiterait médiation régionale ou internationale (Union africaine, partenaires européens).

Cependant, la Génération Z pourrait rejeter toute formule recyclant les élites de l'ancien régime ; l'inclusion de jeunes visages dans des postes de responsabilité serait donc essentielle à la légitimité du processus.

Scénario 4 : fragmentation et violence politique

Ce scénario pessimiste surviendrait si tous les précédents échouaient.

Des fidèles de Rajoelina pourraient tenter un contre-coup d'État ou organiser une résistance clandestine depuis l'étranger.

Si le Conseil militaire réagissait par la force, le pays pourrait sombrer dans des affrontements localisés, voire une insécurité généralisée.

La persistance des crises économiques et sociales – coupures d'électricité, pénuries d'eau, inflation – attiserait le désespoir populaire et de nouvelles explosions sociales.

Dans ce cas, Madagascar risquerait de se fragmenter entre zones contrôlées par l'armée et poches d'insoumission régionales, ouvrant la voie à une crise humanitaire et à une intervention étrangère.

En réalité, l'évolution future pourrait combiner plusieurs de ces logiques : un départ prometteur suivi d'un blocage, ou une transition négociée qui s'érode sous les rivalités.

Le facteur décisif résidera dans la cohésion du trio qui a provoqué le changement — armée, jeunesse, opposition.

S'ils parviennent à converger sur un projet commun, la sortie pacifique est envisageable ; sinon, la division ferait replonger le pays dans un cycle d'instabilité.

À plus long terme, la durabilité du calme dépendra de la résolution des causes structurelles : pauvreté endémique, corruption, infrastructures délabrées et absence de justice sociale.

Sans amélioration tangible du quotidien, aucune autorité — aussi légitime soit-elle — ne pourra éviter le retour du mécontentement populaire.



10- Conclusion

Les événements récents de Madagascar illustrent l'interaction complexe entre crise socio-économique, lutte pour le pouvoir et intervention militaire sous couvert de volonté populaire.

Une crise des services publics a déclenché un soulèvement de la jeunesse, que le régime n'a pas su canaliser politiquement, ouvrant la voie à un coup d'État ayant renversé le président élu et redéfini le paysage institutionnel.

La mauvaise gouvernance et la corruption chronique ont alimenté la colère populaire, tandis que l'armée s'est imposée une fois de plus comme acteur décisif dans les transitions malgaches.

L'expérience démontre aussi que la jeunesse malgache (Génération Z) est devenue une force politique

incontournable, capable de défier les élites et d'imposer de nouveaux rapports de pouvoir — à l'image de mouvements analogues observés récemment, notamment au Maroc.

Reste une question majeure : s'agit-il d'un coup d'État de plus ou d'un tournant historique ?

Tout dépendra de la gestion de la transition et du respect de l'engagement de restituer le pouvoir aux civils par des élections libres — ainsi que du rôle de la France dans les équilibres internes.

Si les militaires traduisent leurs promesses en réformes visibles et permettent une transition pacifique, Madagascar pourrait en sortir renforcée, dotée d'un État de droit renouvelé et d'institutions plus légitimes. Dans le cas contraire, le pays risquerait de retomber dans un cycle d'instabilité, d'isolement international et de sanctions économiques, refermant la parenthèse d'espoir ouverte par la mobilisation populaire.

*** Fiche récapitulative**

Dates clés:

- 25 septembre 2025: début des manifestations contre la crise énergétique
- 11–12 octobre 2025: mutinerie de la CAPSAT, fuite du président Andry Rajoelina
- 14 octobre 2025: annonce de la prise de pouvoir par le Conseil militaire

Principaux acteurs:

- Andry Rajoelina: président évincé, réfugié à l'étranger
- Colonel Michael Randrianirina: chef du coup d'État et du Conseil militaire
- Général Démosthène Bicolos: chef d'état-major
- Général Nounous M'bina Mamilson: commandant de la gendarmerie
- Mouvement Génération Z Madagascar: fer de lance des protestations civiles

Institutions suspendues:

- Sénat, Cour constitutionnelle, Commission électorale indépendante
- Conseil supérieur des droits humains

* Durée de transition prévue: 24 mois maximum, avec rédaction d'une nouvelle Constitution et élections libres.

<https://www.africa-press.net/Madagascar/?p=38861>